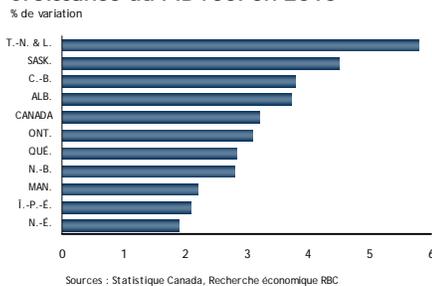
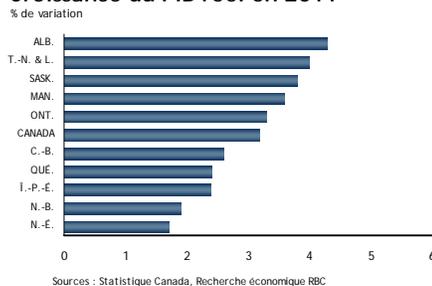


## PERSPECTIVES PROVINCIALES

Juin 2011

**Croissance du PIB réel en 2010**

**Croissance du PIB réel en 2011**


## Les Prairies prennent le contrôle

Ni les conditions météorologiques défavorables ni les désastres naturels du printemps n'empêcheront les provinces des Prairies de dominer la croissance économique du Canada en 2011. Compte tenu des nombreuses dépenses en immobilisations et de la demande solide visant les produits et les services offerts chez eux, l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba devraient afficher une croissance supérieure à la moyenne cette année. Terre-Neuve-et-Labrador, qui a dominé la scène en 2010, se joindra de nouveau au groupe, puisque cette province bénéficiera de la plupart des mêmes facteurs.

### L'année 2011 devrait grandement ressembler à l'année 2010

À quelques exceptions près, les économies provinciales devraient suivre en 2011 une route similaire à celle empruntée en 2010. D'abord, l'activité économique devrait de nouveau progresser dans chaque province. Les estimations préliminaires de Statistique Canada touchant le PIB réel de 2010 laissent voir que le pays entier avait bénéficié d'une reprise des activités l'an dernier, après une contraction généralisée en 2009. Comme prévu, la remontée a été plus soutenue dans les provinces dépendant grandement des produits de base, soit Terre-Neuve-et-Labrador, la Saskatchewan, la Colombie-Britannique et l'Alberta. Cette orientation vers la croissance remarquée principalement dans les provinces de l'ouest contrebalancée par la situation affichée dans la province la plus à l'est se répétera à nouveau en 2011, quoique la vigueur de l'ouest du Canada se déplacera légèrement à l'est alors que la croissance de la Colombie-Britannique ralentira sans doute quelque peu et que celle du Manitoba devrait s'accélérer. Un certain ralentissement de l'activité en Colombie-Britannique a été remarqué depuis la fin de l'an dernier.

### L'année 2011 a débuté en force dans le centre du Canada

Les économies du centre du Canada continueront dans une large mesure sur la lancée qu'ils ont amorcée en 2010. Des indicateurs hâtifs signalaient un rythme d'activité solide en Ontario et au Québec en début d'année. Toutefois, nous sommes d'avis que le point culminant de la croissance a été atteint au premier trimestre dans La Belle Province et qu'il sera suivi d'un rythme plus modéré pendant le reste de l'année. Par conséquent, nous prévoyons que la croissance globale au Québec en 2011 s'atténuera quelque peu par rapport à 2010. D'ici là, nous sommes d'avis que l'économie ontarienne a l'envergure nécessaire pour surpasser son rendement de l'an dernier, compte tenu notamment de la demande plus robuste en provenance des États-Unis. Bien que les données économiques américaines nous aient déçus récemment, nous demeurons persuadés qu'elles sont sur le point d'afficher une croissance plus solide, ce qui sera particulièrement favorable pour l'Ontario.

### Résultats mitigés dans les provinces Atlantique

Les provinces Atlantique continueront principalement d'afficher des résultats mitigés cette année. Il ne fait aucun doute que l'économie de Terre-Neuve-et-Labrador demeurera robuste, mais les rendements dans les autres provinces de la région varieront grandement par secteur et les résultats nets devraient faire l'objet d'une hausse modeste encore une fois. Nous estimons que la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard se situeront à l'extrémité inférieure du spectre de croissance en 2011.

### Corrections mineures de nos prévisions

Nous avons apporté des ajustements mineurs à nos prévisions relatives au PIB réel dans le présent numéro de *Perspectives provinciales*. Les changements les plus importants ont été représentés par des réductions des taux de croissance de la Saskatchewan, où les conditions de l'agriculture ne s'améliorent pas autant que prévu, et de Terre-Neuve-et-Labrador, à la suite des résultats plus solides que prévu en 2010. Le taux de croissance de la Colombie-Britannique a aussi été réduit en raison du début morose de 2011.

**Paul Ferley**

Économiste en chef adjoint

(416) 974-7231

paul.ferley@rbc.com

**Robert Hogue**

Économiste principal

(416) 974-6192

robert.hogue@rbc.com

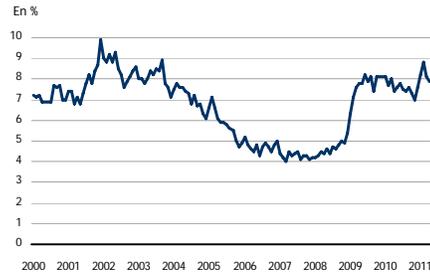
**Kirsten Cornelson**

Économiste

416-974-8593

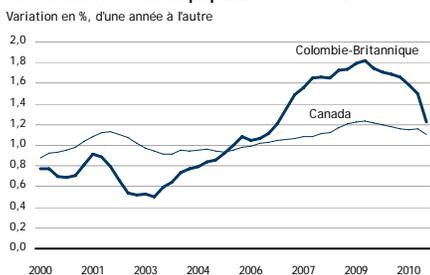
kirsten.cornelson@rbc.com

## Taux de chômage en Colombie-Britannique



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Accroissement de la population en C.-B.



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Colombie-Britannique - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011	2012
PIB réel	-1,8	3,8	2,6	3,0
Emploi	-2,1	1,7	1,3	2,5
Taux de chômage (%)	7,7	7,6	7,9	7,2
Ventes au détail	-4,4	5,3	3,2	4,8
Mises en chantier (unités)	16 077	26 479	24 500	26 000
Indice des prix à la consommation	0,0	1,4	2,2	1,8

Robert Hogue  
Économiste principal

## La zone de torpeur sera bientôt franchie

L'économie de la Colombie-Britannique est entrée dans une zone de torpeur à la fin de 2010, et celle-ci a continué de freiner les résultats durant les premiers mois de 2011. Bien que les exportateurs de la province aient réussi à percer le marché chinois et divers autres marchés non américains, les secteurs orientés vers l'économie intérieure tournent à faible régime. Nous continuons de croire que la pause faite par l'économie dans son ensemble en Colombie-Britannique sera temporaire et que la croissance reprendra pendant le reste de l'année. Toutefois, le départ plus lent que prévu de 2011 nous a incités à amoindrir quelque peu nos prévisions relatives au PIB réel pour cette année, pour les ramener de 2,9 % à 2,6 %.

## Le marché chinois est de plus en plus important pour la province

Les gains considérables réalisés par les exportateurs de la Colombie-Britannique cherchant à diversifier leurs marchés représentent le bon côté de la récession de 2008-2009. Plus particulièrement, les exportations vers la Chine ont plus que doublé au cours des deux dernières années et elles surpasseront bientôt celles adressées au Japon, le deuxième bénéficiaire des exportations de la province actuellement après les États-Unis. Les progrès continus réalisés en Chine et, dans une moindre mesure, en Europe et dans d'autres pays asiatiques ces derniers mois ont contribué au maintien des exportations de la Colombie-Britannique sur une pente ascendante. Ces percées dans les marchés étrangers ont notamment revigorer le secteur de la foresterie de la province.

## L'activité intérieure piétine au mieux

À la maison, l'activité économique a perdu une grande partie de son dynamisme depuis l'automne dernier. Les ventes au détail ont été essentiellement stationnaires durant les derniers mois et la construction, tant résidentielle que non résidentielle, a affiché de faibles tendances à la baisse. Après avoir augmenté sensiblement en 2010, la production minière de la Colombie-Britannique s'est établie bien en-deçà des niveaux de la précédente année durant les premiers mois de l'année en cours, alors que le charbon, le cuivre, le plomb, le zinc, l'or et l'argent ont tous subi des pertes considérables sur un an. Des gains modestes au titre de l'emploi jusqu'à présent cette année n'ont pas suffi à combler les pertes subies durant les derniers mois de la précédente année. Par conséquent, le niveau d'emploi dans la province demeure inférieur au point culminant atteint en novembre 2010. Bien que le taux de chômage en Colombie-Britannique ait diminué au printemps pour s'établir à 7,9 % en avril (après avoir atteint 8,8 % en février), il est demeuré supérieur à la moyenne de 7,6 % affichée en 2010, un indice clair que les perspectives relatives à l'emploi ne sont pas plus reluisantes cette année.

## La population progresse plus lentement

La morosité chronique des perspectives à l'égard de l'emploi et les coûts très élevés du logement dans des régions comme Vancouver ont sans doute contribué à freiner le solde migratoire entrant net de la province ces derniers trimestres et à ralentir davantage la croissance de la population, un processus amorcé il y a deux ans. Le taux de croissance de la population de la Colombie-Britannique, qui était le deuxième plus rapide au Canada au début de 2009, est devenu le plus faible de toutes les provinces à l'ouest de l'Ontario.

## Le dynamisme s'intensifiera

Même si l'année 2011 a démarré sur une note morose, nous prévoyons que l'économie de la Colombie-Britannique reprendra de l'élan durant les prochains mois, puisque la demande mondiale solide de produits de base permettra d'inverser une partie des reculs affichés au début de l'année dans le secteur minier et que la création d'emplois passe à une vitesse supérieure dans la province. Nous sommes d'avis que cette situation contribuera à ranimer la demande intérieure et à intensifier quelque peu le rythme de la croissance pour le porter à 3 % en 2012.

### Le moteur de la croissance tourne bien

Les doutes que l'économie albertaine puisse regagner sa place parmi les économies provinciales progressant le plus fortement au Canada s'estompent vite alors que le moteur de la croissance tourne de plus en plus rapidement dans la province. Bien sûr, tous les secteurs de l'économie n'ont pas encore affiché le même rythme de reprise ni même une reprise quelconque dans certains cas, mais nous estimons que l'expansion se propage et qu'elle rapportera des avantages accrus au fil de 2011. Les incendies de forêt ayant tragiquement détruit des communautés et perturbé la production de pétrole brut en mai n'auront heureusement qu'une incidence temporaire sur le rendement économique global. Nous jugeons que la croissance passera de 3,7 % en 2010 à un taux dominant à l'échelle nationale de 4,3 % en 2011. Il s'agirait du meilleur résultat de la province depuis 2006.

### Les projets liés aux sables bitumineux occupent le devant de la scène

La vigueur de la demande visant les sables bitumineux de l'Alberta continue d'appuyer l'activité bourdonnante à l'égard des divers projets de sables bitumineux dans la province. Cette activité contribue à plus que compenser la morosité du gaz naturel et la production moindre de pétrole classique. Les producteurs effectuant l'extraction du pétrole et du gaz en Alberta sont en plein cœur d'un programme de dépenses de l'ordre de 24,2 milliards \$ cette année, intensifiant leurs dépenses de près de 18 % par rapport à 2010, selon les intentions exprimées dans l'enquête de Statistique Canada intitulée Investissements privés et publics au Canada parue en février. RBC Recherche sur actions estime que les budgets de dépenses en immobilisations des entreprises engagées dans des projets de développement de sables bitumineux sont de l'ordre de 19 milliards \$, soit une hausse de 48 % par rapport à 2010. Comme un nombre toujours grandissant de ces projets sont mis en œuvre ou atteignent des taux opérationnels accrus, la production de brut non classique est aussi florissante dans la province, progressant au rythme de 22 % sur un an au début de 2011. L'Office national de l'énergie estime que la production de brut non classique bondira de 17 % en 2011, et représentera pratiquement le triple de la production de brut classique dans la province.

### D'autres secteurs de l'économie en profitent

En plus de leur apport direct considérable à l'égard de l'économie, les sables bitumineux agissent également comme catalyseurs à l'égard des activités bénéficiant à d'autres secteurs de l'économie provinciale. Les gains massifs au titre des emplois durant la dernière année, incluant les progrès considérables réalisés durant les premiers mois de 2011, témoignent sans conteste que la vigueur se généralise en Alberta. D'autre part, le raffermissement du marché du travail a appuyé la croissance des dépenses de consommation. Les ventes au détail ont progressé au rythme annuel de 4,4 % à ce jour en 2011 dans la province, soit le plus rapide parmi toutes les provinces après la Saskatchewan.

### Les migrants des autres provinces ne sont pas encore de retour

Bien que l'économie de l'Alberta s'accélère, elle est bien loin d'attirer autant de migrants des autres provinces qu'elle l'a fait durant le boom du milieu des années 2000. Par conséquent, le taux de croissance de la population demeure inférieur à la moitié de la moyenne affichée de 2005 à 2007, ce qui a contribué, entre autres, à maintenir la demande de logements à un niveau relativement morose jusqu'à présent. En fait, la construction résidentielle est l'un des rares secteurs toujours en léthargie. Néanmoins, nous sommes d'avis que l'amélioration des perspectives économiques en Alberta contribuera de nouveau à attirer les immigrants et les migrants des autres provinces pour ainsi stimuler la demande de logements durant la prochaine année. Il s'agira de l'un des facteurs appuyant la croissance globale solide durable en Alberta, qui selon nous devrait s'établir à 3,8 % en 2012.

Revente de maisons en Alberta



Ventes au détail en Alberta



### Alberta - prévisions en bref

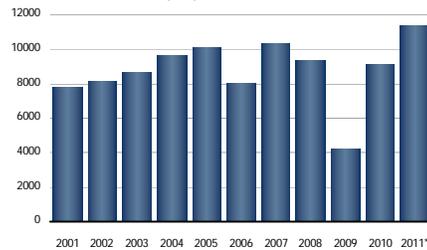
Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011	2012
PIB réel	-4,5	3,7	4,3	3,8
Emploi	-1,4	-0,4	2,6	2,6
Taux de chômage (%)	6,6	6,5	5,9	5,5
Ventes au détail	-8,3	6,0	6,0	5,8
Mises en chantier (unités)	20 298	27 088	24 600	32 500
Indice des prix à la consommation	-0,1	1,0	1,8	1,8

Robert Hogue  
Économiste principal

### Production de potasse de la Saskatchewan

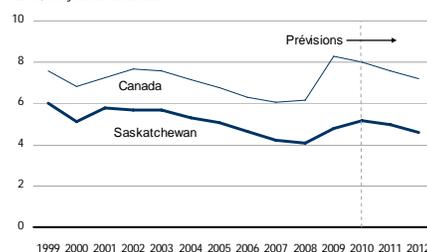
En milliers de tonnes métriques par mois



Sources : Saskatchewan Industry and Resources, Recherche économique RBC  
\* Estimation fondée sur les données en date de mars 2011.

### Taux de chômage de la Saskatchewan

En %, moyennes annuelles



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

### Saskatchewan - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011	2012
PIB réel	-3,9	4,5	3,8	4,7
Emploi	1,3	0,9	1,3	2,7
Taux de chômage (%)	4,8	5,2	5,0	4,6
Ventes au détail	-0,5	3,1	6,0	4,8
Mises en chantier (unités)	3 866	5 907	5 500	5 300
Indice des prix à la consommation	1,1	1,3	2,6	2,7

Paul Ferley

Économiste en chef adjoint

## Rythme ralenti d'à peine un cran

Les données sur le PIB réel provincial par industrie publiées récemment laissent voir que l'économie de la Saskatchewan a progressé sensiblement en 2010, soit un résultat conforme à notre prévision de 4,5 % pour la province au dernier trimestre. Cette vigueur traduisait dans une large mesure la reprise marquée de la production de potasse qui a permis au secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière de bondir de 19 % pour ainsi neutraliser la chute de 18 % du secteur comparativement moins important de l'agriculture mis à mal par les conditions de croissance défavorables l'an dernier.

### Le secteur minier prend de l'expansion par rapport à une base élargie

Le secteur de la potasse devrait continuer de progresser rapidement cette année, alors que la production augmentera d'environ 25 %, un rythme conforme aux gains dégagés durant le premier trimestre de la présente année. Toutefois, ce taux serait en baisse considérable par rapport aux augmentations de plus de 100 % survenues l'an dernier alors que le secteur s'est remis de conditions particulièrement moroses en 2009. Nous prévoyons donc que la croissance du secteur minier ralentira pour s'établir aux environs de 4,5 %. La demande mondiale robuste visant les ressources naturelles contribue aussi à appuyer les investissements des entreprises dans la province. Les résultats publiés plus tôt d'une enquête de Statistique Canada permettent de prévoir une hausse de 7 % des dépenses en immobilisations effectuées en Saskatchewan en 2011.

### La province bénéficie de tendances favorables au titre des migrations entrantes

La reprise rapide de l'économie de la Saskatchewan l'an dernier après la récession de 2009, la faiblesse du taux de chômage et les possibilités que la situation favorable persiste incitent plus de gens à déménager dans la province. Nous sommes d'avis que de telles perspectives attrayantes continueront de permettre à la Saskatchewan de bénéficier d'un solde migratoire entrant net en provenance d'autres régions du pays. D'autre part, elles appuieront la demande de logements solide dans la province et la croissance de la construction résidentielle. La vigueur persistante du logement et la hausse des dépenses en immobilisations devraient contribuer à l'augmentation de 6 % de la construction cette année après celle de 1,2 % en 2010.

### Les piètres conditions climatiques continuent de nuire à l'agriculture

Dans les précédentes *Perspectives provinciales*, nous avons tenu pour acquis que le secteur de l'agriculture bénéficierait d'un retour à des conditions météorologiques plus normales en 2011, pour ainsi contrebalancer entièrement la baisse affichée en 2010. Toutefois, des conditions excessivement humides ont persisté au début de la nouvelle année, ce qui a retardé considérablement l'ensemencement au printemps. Un retour de conditions plus sèches pourrait limiter tout manque au titre de la récolte éventuelle à l'automne. Toutefois, en ce moment, nous avons supposé uniquement une récupération partielle de 6 % par rapport à la baisse l'an dernier de la production agricole. Un tel rythme de croissance appuierait tout de même une augmentation solide du PIB réel dans la province de l'ordre de 3,8 % en 2011. Quoiqu'il en soit, la croissance à ce rythme affichera une baisse modeste par rapport à 2010, traduisant l'incidence de l'expansion moindre dans le secteur minier.

### La pleine reprise du secteur de l'agriculture a été reportée à 2012

En supposant que des conditions météorologiques plus normales se présenteront en 2012, nous jugeons que la pleine reprise du secteur de l'agriculture dans la province sera réalisée l'an prochain, permettant à la croissance de s'intensifier à nouveau au taux de 4,7 % en 2012. La vigueur de l'économie durant la présente année et la prochaine permettra à la province de continuer d'afficher le plus faible taux de chômage au pays.

## La fabrication donne de l'élan

Les données publiées récemment sur la croissance du PIB réel provincial par industrie par Statistique Canada étaient largement conformes à nos estimations de la croissance de 2,2 % au Manitoba en 2010. Bien que l'activité ait été freinée l'an dernier par la chute de 12,5 % de la production agricole, la situation a été contrebalancée par un gain de 9,5 % au titre de la production minière, pétrolière et gazière. Ce dernier résultat traduit la demande vigoureuse persistante à l'échelle mondiale de ressources naturelles, ayant déclenché la réouverture d'une mine de métaux et une intensification de l'exploration pétrolière et gazière dans la province. La production manufacturière dans la province est demeurée inchangée en 2010, mais ce résultat représente toutefois une amélioration marquée par rapport à la baisse de près de 8 % survenue en 2009.

### Indices positifs au début de 2011

Les données sur la fabrication du début de l'année sont de bon augure pour un certain raffermissement dans ce secteur et son retour à la croissance positive. Ce résultat est conforme au raffermissement continu de l'activité en Amérique du Nord au moment où nous entrons dans la phase d'expansion du cycle des affaires, ce qui devrait provoquer la hausse de 5 % de la production manufacturière au Manitoba en 2011. La production minière, pétrolière et gazière continuera sans doute de progresser, mais le rythme devrait être ramené à 6 %. Les données mensuelles récentes applicables aux ventes en gros et au détail laissent voir également un certain raffermissement modeste. La construction a été l'un des principaux soutiens de l'activité l'an dernier et durant la récession, ayant progressé de 6,7 % et de 7,1 % en 2010 et en 2009 respectivement. Comme divers grands projets de dépenses en immobilisations, comme le pipeline Keystone et l'agrandissement de l'aéroport international de Winnipeg, sont terminés ou presque, la croissance de la construction devrait ralentir. Toutefois, les dépenses au titre du Musée canadien pour les droits de la personne de 310 millions \$ et de la construction de routes liées à la plaque tournante du transport de CentrePort de 212 millions \$ devraient appuyer la croissance continue des dépenses de construction en 2011, bien qu'au rythme plus modeste de 4 %.

### Le secteur de l'agriculture est toujours soumis à l'adversité

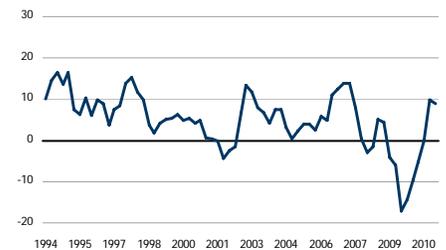
Le dernier trimestre, nous avons supposé qu'un retour à des conditions météorologiques plus normales appuierait le secteur de l'agriculture, lui permettant de récupérer la totalité de la production perdue en 2010. Toutefois, les conditions du sol au début de 2011 sont demeurées extrêmement humides, compte tenu non seulement du débordement de la rivière Rouge, mais aussi de la rivière Assiniboine. Cette situation a retardé l'ensemencement et peut-être aussi la maturation des récoltes pour ainsi accroître le risque de dommages imputables au gel à l'automne même si l'été se révèle plus sec. Traduisant ce risque, nous prévoyons actuellement une hausse d'à peine 2 % de la production agricole cette année qui assurera la récupération d'une tranche seulement de la perte de 12,5 % de l'an dernier. Néanmoins, comme le secteur de l'agriculture ne ralentit plus, que le secteur de la fabrication fourbit ses armes et que d'autres secteurs continuent de progresser à un rythme soutenu, nous sommes d'avis que la croissance du PIB réel augmentera pour atteindre 3,6 % en 2011.

### Croissance soutenue en 2012

L'an prochain, la production manufacturière devrait continuer de rebondir, bien qu'à un rythme plus modéré, tandis que le rétablissement de conditions météorologiques normales est tenu pour acquis, ce qui devrait stimuler la production agricole du Manitoba. Tout compte fait, la croissance demeurera sans doute robuste en 2012, bien qu'elle doive ralentir quelque peu pour revenir à 3,4 %.

#### Livraisons manufacturières du Manitoba

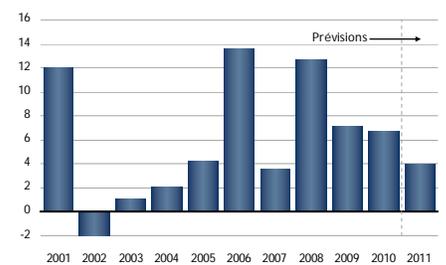
Variation en %, d'une année à l'autre, chiffres désaisonnalisés



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

#### Dépenses de construction au Manitoba

Variation en %, d'une année à l'autre



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

#### Manitoba - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011	2012
PIB réel	0,0	2,2	3,6	3,4
Emploi	0,0	1,9	1,7	1,9
Taux de chômage (%)	5,2	5,4	5,1	5,0
Ventes au détail	-0,4	5,6	5,1	5,0
Mises en chantier (unités)	4 174	5 888	5 100	5 400
Indice des prix à la consommation	0,6	0,8	2,6	2,1

Paul Ferley  
Économiste en chef adjoint

**Emploi en Ontario**

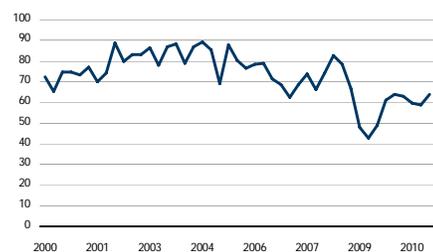
Variation en %, d'une année à l'autre, chiffres désaisonnalisés



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

**Mises en chantier en Ontario**

En milliers d'unités, TAD, moyenne trimestrielle



Sources : SCHL, Recherche économique RBC

**Ontario - prévisions en bref**

Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011	2012
PIB réel	-3,6	3,1	3,3	3,1
Emploi	-2,5	1,7	2,2	2,1
Taux de chômage (%)	9,0	8,7	8,0	7,5
Ventes au détail	-2,5	5,4	4,2	4,2
Mises en chantier (unités)	50 370	60 433	64 200	57 000
Indice des prix à la consommation	0,4	2,4	3,0	2,0

**Robert Hogue**  
Économiste principal

**Résultats les plus favorables depuis 2000 en vue**

L'économie ontarienne a poursuivi sa marche vers la pleine reprise à un rythme relativement soutenu durant la première partie de l'année. La plupart des indicateurs ont laissé voir une progression soutenue, qui selon nous est conforme à notre opinion selon laquelle les pertes considérables imputables à la récession seront entièrement récupérées d'ici la fin du premier semestre de l'année dans la province, ouvrant la voie par la suite à une période d'expansion attendue depuis longtemps. Nous prévoyons une légère accélération de la croissance, laquelle devrait passer à un taux global de 3,3 % en 2011 par rapport à un taux estimatif de 3,1 % en 2010. Il s'agirait du meilleur résultat obtenu depuis 2000 pour l'économie de la plus peuplée province canadienne.

**La création d'emplois va bon train**

À la fin de 2010, l'activité économique était solide en Ontario, alors que le taux de croissance était de l'ordre de 3,8 % (sur une base annualisée) au quatrième trimestre, soit le second taux le plus rapide dans la province depuis pratiquement quatre ans selon les données du ministre des Finances de l'Ontario. Les indicateurs les plus récents laissent voir un rythme encore plus rapide au premier trimestre de la présente année. Le marché du travail ontarien a été très performant récemment, représentant 60 % de tous les emplois créés au pays depuis le début de l'année. Après avoir été à la traîne des autres provinces au début de la reprise, l'emploi en Ontario est maintenant revenu aux niveaux affichés avant la récession. Le taux de chômage, qui demeure historiquement élevé, a poursuivi sa dégringolade cette année et, en avril, il a été ramené à son plus faible niveau depuis la fin de 2008.

**La construction de maisons neuves résiste étonnamment bien**

Les perspectives plus reluisantes de l'emploi appuient les dépenses de consommation et, peut-être aussi plus important encore, le marché du logement ontarien sur lequel les reventes de maisons ont augmenté à nouveau cet hiver tandis que les mises en chantiers domiciliaires se sont un peu redressées. En fait, les mises en chantier se sont mieux défendues que prévu. Nous avions auparavant pensé qu'elles ralentiraient sensiblement, ce qui nous a incités à redresser nos perspectives pour l'année dans son ensemble. Bien que nous prévoyions toujours que les mises en chantier ralentiraient au second semestre de l'année, nous avons haussé le nombre de logements de 10 500 pour le porter à 64 200 pour tout 2011.

**Le secteur de l'automobile fait face à des perturbations à court terme**

Le secteur de la fabrication ontarien continue de se rétablir, avec l'aide des hausses soutenues au titre de la production de véhicules automobiles. La production de voitures et de camions a grimpé de plus de 20 % au premier trimestre par rapport à l'an dernier et elle a rebondi sensiblement après avoir tourné au ralenti à l'automne. Les perturbations au sein de la chaîne d'approvisionnement provoquées par le tremblement de terre et le tsunami au Japon en mars ont depuis influé négativement sur les opérations dans diverses usines de montage dans la province et se sont traduites par un effondrement de la production en avril. Nous sommes d'avis que ces perturbations seront temporaires, mais qu'elles nuiront tout de même à l'activité dans le secteur au deuxième trimestre.

**La croissance demeurera ferme en 2012**

Nous pensons que l'économie américaine atteindra son rythme de croisière l'an prochain, progressant de 3,4%, ce qui contribuera à stimuler la demande américaine de produits ontariens (surtout des véhicules automobiles). La demande accrue d'exportations contrebalancera dans une large mesure toute faiblesse des dépenses en immobilisations faisant suite à la croissance exceptionnellement robuste affichée dans la province durant les deux dernières années. Nous prévoyons que la croissance du PIB réel de l'Ontario demeurera solide, se situant à 3,1 % en 2012.

## Le point culminant a-t-il été atteint plus tôt cette année?

L'année a débuté sur une note très respectable, ce qui favorisera la croissance soutenue de l'économie du Québec en 2011. Le PIB réel devrait progresser de 2,4 % pour l'année entière, soit juste un peu moins rapidement que le taux estimatif de 2,8 % l'an dernier, qui a représenté le résultat le plus soutenu de l'économie de la province depuis 2000. D'autres progrès dans certains secteurs clés de la fabrication et des services dans la province, des investissements robustes de la part des entreprises et le rétablissement du marché du travail continueront d'appuyer l'activité économique cette année. Comme les acheteurs de maisons dans la province montrent toutefois certains signes de lassitude, la construction résidentielle ralentira plus tard cette année, pour ainsi museler un moteur de la croissance ayant stimulé fortement l'activité l'an dernier.

### L'année 2011 a débuté du bon pied

Le dynamisme économique s'est intensifié de belle manière au Québec depuis que la croissance avait fait une pause au troisième trimestre de 2010 (selon les données trimestrielles de l'Institut de la statistique du Québec). Bien que la remontée ait d'abord semblé hésitante au dernier trimestre de la précédente année, alors que le PIB réel progressait au rythme annualisé de 1,3 %, elle a pris beaucoup d'essor durant les premiers mois de 2011, suffisamment pour peut-être même tripler ce taux au premier trimestre. La hausse mensuelle du PIB réel en janvier a été en fait la plus forte depuis mars 2004 (même si une partie a été perdue en février). Toutefois, l'ampleur de l'apport des secteurs industriels et économiques à l'égard de l'expansion est une nouvelle encore plus intéressante. La vaste majorité de ceux-ci a affiché des progrès considérables par rapport au quatrième trimestre de 2010, dont la fabrication, les services publics, le commerce de gros, l'information et les communications.

### La croissance ralentira fort probablement

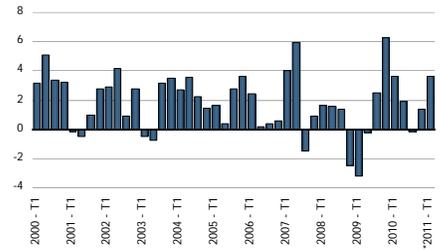
Bien qu'il permette d'apaiser les craintes que la reprise au Québec soit sur le point de flancher, le rendement global solide affiché au début de l'année pourrait se révéler le point culminant de la croissance dans cette province en 2011. Nous sommes d'avis que le rythme de l'expansion ralentira durant le reste de l'année, alors que les ménages québécois ont commencé à freiner les dépenses après avoir fait preuve d'un certain engouement durant la dernière année. Nous remarquons des signes émergents qu'ils ont commencé à s'éloigner du marché résidentiel et qu'ils ont cessé d'ouvrir tout grand leurs bourses aux détaillants. Les reventes de maisons dans la province ont diminué cet hiver et elles devraient poursuivre leur mouvement de baisse en raison de l'abordabilité en perte de vitesse des maisons. Selon nous, cette situation exercera des pressions à la baisse sur la construction de maisons neuves dans la province plus tard cette année. Toutefois, ce phénomène pourrait être précédé d'une remontée printanière de courte durée si la hausse récente des permis émis à l'intention des constructeurs québécois se matérialise pleinement par des mises en chantier. Pendant ce temps, les ventes des détaillants provinciaux ont fait preuve de morosité depuis le début de l'année et elles ne devraient sans doute pas augmenter sensiblement, compte tenu de la ferme décision des ménages de garder les dettes sous contrôle.

### L'amélioration durable du marché du travail devrait être rentable en 2012

Tout bien considéré, nous jugeons que l'économie québécoise devrait perdre un peu de son envergure initiale, mais qu'elle continuera de progresser à un rythme modeste dans l'ensemble en 2011. Le redressement continu du marché du travail pavera la voie au raffermissement des dépenses de consommation l'an prochain, lesquelles devraient, selon nous, permettre au taux de croissance de grimper légèrement pour atteindre 2,7 % en 2012.

PIB réel du Québec

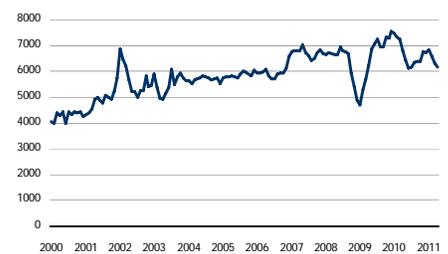
Variation en %, d'un trimestre à l'autre, chiffres annualisés



Sources : Institut de la statistique du Québec, Recherche économique RBC  
\* Estimation de RBC.

Revente de maisons au Québec

Unités par mois, chiffres désaisonnalisés



Sources : ACI, Recherche économique RBC

### Québec - prévisions en bref

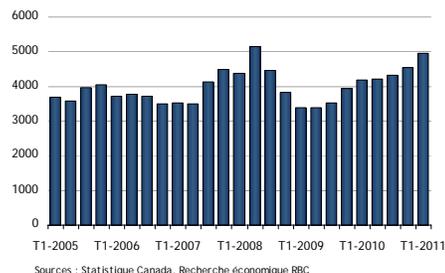
Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011	2012
PIB réel	-0,3	2,8	2,4	2,7
Emploi	-0,8	1,7	1,8	1,7
Taux de chômage (%)	8,5	8,0	7,6	7,6
Ventes au détail	-1,1	6,3	4,0	4,4
Mises en chantier (unités)	43 403	51 363	47 700	44 300
Indice des prix à la consommation	0,6	1,3	2,7	2,1

Robert Hogue  
Économiste principal

**Livraisons manufacturières du Nouveau-Brunswick**

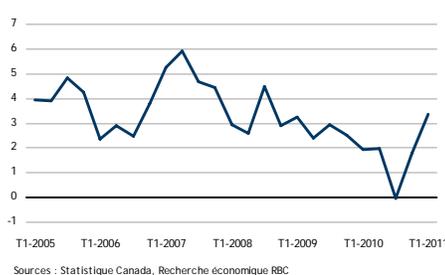
En millions de dollars, chiffres désaisonnalisés



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

**Revenu hebdomadaire moyen au N.-B.**

Variation en %, d'une année à l'autre, par trimestre



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

**Nouveau-Brunswick - prévisions en bref**

Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011	2012
PIB réel	-0,3	2,8	1,9	2,3
Emploi	0,1	-1,0	0,2	1,5
Taux de chômage (%)	8,8	9,3	9,5	9,0
Ventes au détail	0,7	4,9	4,3	3,6
Mises en chantier (unités)	3 521	4 101	2 700	3 200
Indice des prix à la consommation	0,3	2,1	2,8	2,2

Kirsten Cornelson  
Économiste**L'économie amorce un virage**

L'an dernier, la croissance de l'économie intérieure du Nouveau-Brunswick n'a pas été à la hauteur de celle des secteurs des ressources naturelles et du secteur manufacturier orienté vers les exportations. Les deux derniers secteurs continueront d'appuyer la croissance de l'économie provinciale en 2011, mais la conjoncture intérieure commence à se redresser : l'emploi a cessé de reculer, les ventes au détail se comportent modérément bien et les salaires hebdomadaires moyens progressent à un rythme satisfaisant. Bien que nous prévoyions une croissance d'à peine 1,9 % pour le PIB réel en 2011, nous sommes d'avis que la vigueur du secteur des exportations commencera à se répercuter davantage sur l'économie provinciale l'an prochain, pour ainsi stimuler l'emploi et dégager une croissance supérieure de 2,3 % en 2012.

**Vigueur persistante de la fabrication et des ressources naturelles**

Le secteur de la fabrication de la province a fait l'objet d'une certaine renaissance durant les deux dernières années. Après avoir reculé de plus du cinquième de 2004 à 2008, la production manufacturière a gagné plus de 10 % en termes réels depuis 2009 et la majeure partie de cette croissance s'est produite l'an dernier. Le secteur a fait preuve d'une vigueur durable au premier trimestre de 2011 et les livraisons manufacturières ont bondi de 9,1 % en termes nominaux par rapport au quatrième trimestre de 2010, traduisant partiellement la reprise de la production à la raffinerie d'Irving Oil après un arrêt de maintenance temporaire à l'automne. Nous sommes d'avis que le secteur de la fabrication poursuivra son rétablissement dans un contexte de demande accrue en provenance des États-Unis et du reste du Canada. En ce qui concerne les ressources naturelles, la production de potasse bénéficie de la demande mondiale solide pour ce produit de base. Elle sera davantage stimulée lorsque les installations agrandies à la mine Sussex Potash seront mises en activité en 2012.

**L'économie provinciale montre des signes de vie**

L'économie intérieure de la province montre des signes de redressement modeste, même si elle est sensiblement plus morose que le secteur des exportations. Les ventes au détail ont gagné près de 4 % sur un an au premier trimestre de 2011, mais ce gain n'est plus que de 1 % après déduction des ventes d'essence dans les stations-service. Ce taux est peut-être faible, mais il est tout de même un peu supérieur au taux national de 0,7 % compte non tenu de la croissance des ventes au détail d'essence. L'emploi semble avoir cessé de culbuter, demeurant stationnaire au premier trimestre. Nous pensons que la croissance de l'emploi demeurera morose en 2011, ne gagnant à peine que 0,2 %. Les salaires hebdomadaires moyens ont augmenté considérablement, affichant une hausse de 1,8 % au premier trimestre par rapport à un gain de 1,4 % au quatrième trimestre de 2010. Sur une note plus négative, les mises en chantier se sont effondrées selon les données saisonnières, passant de 4 100 logements au quatrième trimestre à seulement 1 300 au premier trimestre. D'après nous, une certaine amélioration par rapport à ce niveau extrêmement faible est à prévoir durant le reste de l'année et nous envisageons 2 700 logements pour 2011 dans son ensemble.

**Croissance à grande échelle en cours**

Bien que nous ne prévoyions qu'une croissance économique modérée au Nouveau-Brunswick en 2011, la province devrait faire l'objet d'un essor plus rapide en 2012 selon un taux de 2,3 %. La croissance sera aussi plus également répartie alors que les revenus accrus générés par le secteur externe de la province se répercuteront sur les autres secteurs de l'économie et stimuleront l'emploi, les salaires et les dépenses de consommation.

## La modération est au rendez-vous

Le secteur de la fabrication de la Nouvelle-Écosse, qui constituait une importante source de croissance pour la province l'an dernier, a continué de bien se comporter jusqu'à présent en 2011. Toutefois, le reste des données hâtives laisse voir une autre année de croissance modérée dans la province. Les ventes au détail, les mises en chantier et les exportations autres que d'énergie sont toutes demeurées pratiquement stationnaires au premier trimestre, tandis que la production énergétique a continué de diminuer. Nous estimons que la croissance du PIB réel ralentira quelque peu pour s'établir à 1,7 % en 2011 (contre 1,9 % l'an dernier). Compte tenu de la production accrue en provenance du gisement de gaz naturel de Deep Panuke et du lancement de divers nouveaux projets de construction importants l'an prochain, nous croyons que la croissance atteindra 2 % en 2012.

### La fabrication, les finances, l'assurance et l'immobilier dominant la croissance

La fabrication, les finances, l'assurance et l'immobilier ont été les principaux moteurs de la croissance économique en Nouvelle-Écosse l'an dernier, représentant pratiquement les deux tiers de l'augmentation totale du PIB réel dans la province. Cette année, la fabrication devrait demeurer robuste, comme en témoignent les livraisons manufacturières qui ont augmenté de 5,5 % au premier trimestre. Bien que le raffermissement du secteur des finances, de l'assurance et de l'immobilier persistera sans doute en raison de l'expansion des activités de diverses sociétés financières à Halifax, le ralentissement du marché du logement soulèvera certains vents contraires en 2011 et en 2012.

### Les exportations tirent de l'aile, mais des améliorations sont à prévoir

Le secteur des mines, du pétrole et du gaz a constitué un point faible pour la Nouvelle-Écosse en 2010, alors que la production a diminué de 9,6 % en raison de l'arrivée à maturité du gisement de gaz naturel de Sable. Par conséquent, les exportations d'énergie ont chuté de plus de 36 % en 2010. Un rebond en janvier a soutenu une reprise des exportations d'énergie au début de 2011; toutefois, les niveaux des exportations ont de nouveau baissé durant les deux derniers mois du premier trimestre. Nous estimons que la production d'énergie et les exportations continueront de fléchir tant que le champ de gaz naturel extracôtier de Deep Panuke n'entrera pas en production à la fin de 2011. Les autres exportations ont été essentiellement stationnaires au premier trimestre, affichant une croissance de 0,1 % par rapport au trimestre précédent selon des données dessaisonnalisées. Nous nous attendons à ce que les exportations autres que d'énergie se redressent pendant le reste de l'année en raison de la demande accrue en provenance des États-Unis.

### Les données sur l'économie intérieure sont décevantes

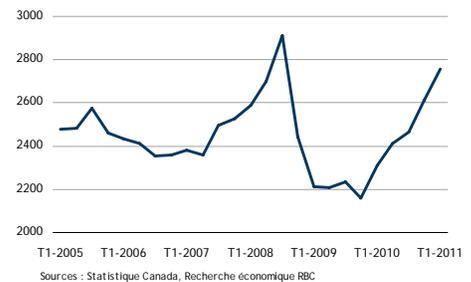
L'économie intérieure a débuté l'année sur une note plutôt décevante. La construction non résidentielle a fléchi de 0,4 %, tandis que les mises en chantier ont légèrement augmenté pour atteindre 4 200 logements (données annualisées) au premier trimestre. Les ventes au détail ont aussi perdu 0,5 %. Bien que nous nous attendions à un certain ralentissement par rapport au rythme de croissance de 4,6 % affiché par les ventes au détail en 2010, nous estimons que ces données recommenceront à se redresser au fur et à mesure que l'année avancera et que la croissance globale pour 2011 se chiffrera à 3,1 %. Cette reprise est notamment attribuable à la vigueur accrue de l'emploi, un aspect attrayant des données récentes. Les emplois ont augmenté de 1,1 % au premier trimestre après être demeurés essentiellement stationnaires en 2010. Les nouveaux emplois étaient concentrés dans le secteur des services et la croissance a été remarquée au titre du commerce, de l'éducation et de l'hébergement et la restauration.

### Croissance modérée jusqu'à la fin de 2012

Compte tenu de la reprise persistante aux États-Unis et dans le reste du Canada, le secteur de la fabrication de la Nouvelle-Écosse devrait être caractérisé par une vigueur durable durant les deux prochaines années. Dès que la production énergétique aura recommencé à progresser, l'économie provinciale devrait afficher une croissance modérée mais soutenue à moyen terme.

#### Livraisons manufacturières de la Nouvelle-Écosse

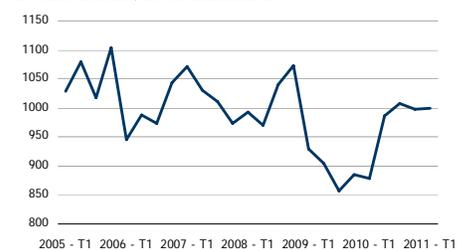
En millions de dollars, chiffres désaisonnalisés



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

#### Exportations hors énergie de la Nouvelle-Écosse

En millions de dollars, chiffres désaisonnalisés



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

#### Nouvelle-Écosse - prévisions en bref

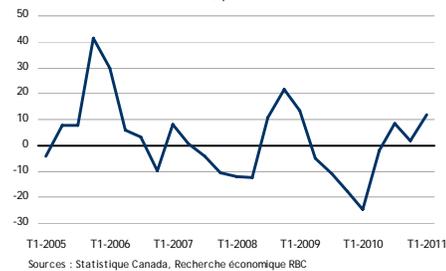
Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011	2012
PIB réel	-0,1	1,9	1,7	2,0
Emploi	-0,1	0,2	0,8	1,5
Taux de chômage (%)	9,2	9,3	9,1	8,9
Ventes au détail	0,1	4,6	3,1	3,7
Mises en chantier (unités)	3 438	4 309	4 100	3 600
Indice des prix à la consommation	-0,1	2,2	3,3	2,2

Kirsten Cornelson  
Économiste

**Exportations de produits agricoles et de la pêche de l'I.-P.-E.**

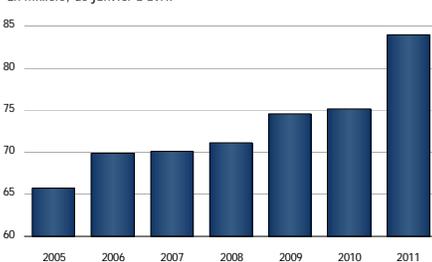
Variation en %, d'une année à l'autre, par trimestre



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

**Nombre de chambres-nuits louées à l'I.-P.-E.**

En milliers, de janvier à avril



Sources : Le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard, Recherche économique RBC

**Île-du-Prince-Édouard - prévisions en bref**

Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011	2012
PIB réel	-0,1	2,1	2,4	2,2
Emploi	-1,4	3,0	1,2	1,6
Taux de chômage (%)	12,0	11,1	11,1	10,5
Ventes au détail	-1,3	5,2	4,2	3,9
Mises en chantier (unités)	877	756	800	700
Indice des prix à la consommation	-0,1	1,8	2,1	2,2

Kirsten Cornelson  
Économiste**Profiter des avantages de la diversification**

L'an dernier, l'I-P-É a été caractérisée par une croissance modérée mais généralisée, alors que la plupart des secteurs ont affiché des gains modestes. Nous nous attendons à une faible augmentation de la croissance du PIB réel cette année, soit 2,4 %, compte tenu des investissements continus réalisés par le gouvernement et de la demande supérieure visant les produits de l'agriculture et de la mer de la province. Le retrait des mesures de relance du gouvernement en 2012, toutefois, freinera quelque peu la croissance pour la ramener à 2,2 % l'an prochain.

**Les investissements sont rentables**

Les investissements dans les immeubles ont joué un rôle déterminant dans la croissance de l'I-P-É au cours des deux dernières années, grâce à des dépenses en immobilisations records de la part du gouvernement. Nous nous attendons à ce que cette tendance se poursuive en 2011, alors que les données du premier trimestre reflèteront une hausse de 30 % des investissements non résidentiels par rapport au précédent trimestre. Les investissements devraient ralentir en 2012, toutefois, compte tenu de la fin des programmes de relance fédéraux et provinciaux. L'économie profite également des fruits des investissements passés, alors qu'un nouveau parc éolien a stimulé la production des services publics en 2010 et que des installations de sciences biologiques étaient sur le point d'ouvrir leurs portes en 2011. Bien que ces nouveaux secteurs soient encore trop petits pour dégager un apport considérable pour la croissance durant les deux prochaines années, ils devraient appuyer la croissance à long terme.

**Croissance mitigée dans les secteurs traditionnels**

Les secteurs de l'agriculture et de la pêche devraient afficher une croissance nominale relativement solide en 2011, en raison des prix accrus. Toutefois, la production agricole pourrait être mise à mal, compte tenu des mauvaises conditions météorologiques au printemps. Le secteur de la fabrication de la province continue de se débattre, surtout la composante du traitement des aliments. Bien que les envois manufacturiers de produits alimentaires aient augmenté de 3,7 % selon les données dessaisonnalisées, au premier trimestre, ils demeurent toujours à près de 25 % de moins que leurs points culminants atteints au premier trimestre de 2007. Néanmoins, nous prévoyons de nouvelles améliorations plus tard, puisque nous sommes convaincus que les revenus augmenteront aux États-Unis pour appuyer la croissance de la demande visant les produits agricoles de l'I-P-É cette année et la prochaine. Le secteur du tourisme est en voie de dégager des résultats satisfaisants en 2011, alors que les réservations de chambres-nuits ont affiché une hausse annuelle de 11,5 % au cours des quatre premiers mois de l'année.

**Croissance soutenue à l'horizon**

La demande plus élevée, les investissements robustes et la croissance rapide de la population (la plus forte au Canada au premier trimestre) appuieront la croissance de l'économie de l'I-P-É durant les deux prochaines années. Les industries liées aux sciences biologiques et à l'énergie propre dans l'île contribuent à la diversification de l'économie et devraient permettre à la province de contrebalancer la volatilité de ses secteurs traditionnels à long terme.

## Des investissements considérables contribuent à activer l'économie

De toute évidence, l'économie de la province continue de tourner à plein régime et les données du premier trimestre de 2011 laissent voir une croissance solide au titre de la construction, des exportations et de l'emploi. Des projets importants en cours alimentent des investissements non résidentiels, tandis que les revenus pétroliers continuent d'entrer grâce aux prix élevés contrebalançant un recul de la production. Ces tendances se maintiendront durant tout 2011, selon nous, se traduisant par un taux de croissance du PIB réel de 4 %. Toutefois, nous prévoyons que la croissance reviendra à tout juste 1,5 % en 2012, une fois que le rebond actuel de la production minière aura suivi son cours.

## Les prix élevés du pétrole maintiennent les flux de revenus

Le secteur des ressources naturelles, ayant été le facteur central de la performance économique de Terre-Neuve-et-Labrador ces dernières années, continuera d'appuyer la robustesse en 2011. Les données du premier trimestre reflètent la montée en flèche des exportations énergétiques qui ont gagné 16 % au premier trimestre après avoir bondi de 44 % au dernier trimestre de 2010. Même si cette forte progression est entièrement attribuable à la hausse rapide des prix du brut, la production de pétrole extracôtier a diminué en raison de l'arrivée à maturité de plusieurs des principaux gisements de pétrole. Cette situation a appuyé des rentrées robustes de revenus dans la province qui ont rapporté une vaste gamme d'avantages économiques, incluant la réalisation d'un excédent dans le plus récent budget provincial. Pour leur part, les exportations de biens industriels (incluant des métaux, comme le nickel et le minerai de fer) ont fléchi de 12 % au premier trimestre selon les données désaisonnalisées. Toutefois, nous prévoyons qu'elles se raffermiront durant le reste de l'année, alors que la reprise aux États-Unis et partout dans le monde s'intensifie et qu'elles afficheront une croissance sur l'ensemble de 2011. Le ministère provincial des Ressources naturelles prévoit un bond de 27 % de la valeur des envois minéraux en 2011, laquelle atteindra 4,8 milliards \$.

## Les investissements se traduisent par des gains au titre de l'emploi

Le niveau élevé persistant des dépenses liées à des projets importants dans la province se traduit dans les données du premier trimestre. Ce dernier a été caractérisé par une troisième hausse trimestrielle de suite de 20 % ou plus au titre de la construction d'immeubles non résidentiels. L'essor de la construction s'est aussi reflété dans les données sur l'emploi. Bien que les emplois productifs de biens ne représentent que le cinquième des emplois dans la province, les nouveaux emplois créés au premier trimestre étaient concentrés dans ce secteur, et les plus forts gains ont été obtenus au titre de la construction et de la fabrication. L'emploi dans la province a grimpé au rythme impressionnant de 2,8 % au premier trimestre uniquement, le plus fort gain trimestriel en plus de 12 ans dans la province.

## Vigueur des données provinciales

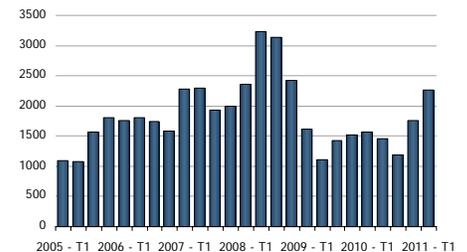
La vigueur des investissements et des ressources naturelles semblent bénéficier au reste de l'économie de Terre-Neuve-et-Labrador également. Les mises en chantier se sont redressées au premier trimestre, passant de 3 200 logements (données annualisées) à 4 000 logements, tandis que les ventes au détail ont gagné 3,9 % sur un an même si une large part de la croissance des ventes au détail peut être attribuée à des hausses du prix de l'essence. Compte non tenu des stations-service, les ventes au détail ont grimpé au rythme plus modéré de 1,3 %.

## Apaisement l'année prochaine, mais les perspectives à long terme sont satisfaisantes

Les prix élevés des ressources et la vigueur des investissements non résidentiels signifient que la croissance économique sera de nouveau solide à Terre-Neuve-et-Labrador en 2011. Comme la croissance de la production minière devrait ralentir et que les volumes de la production de pétrole brut continuent de diminuer, le rythme de l'expansion freinera en 2012. Toutefois, divers projets importants liés aux ressources naturelles seront mis en branle durant les prochaines années, pour ainsi permettre à la province de poursuivre sa croissance solide à long terme.

### Exportations d'énergie de Terre-Neuve-et-Labrador

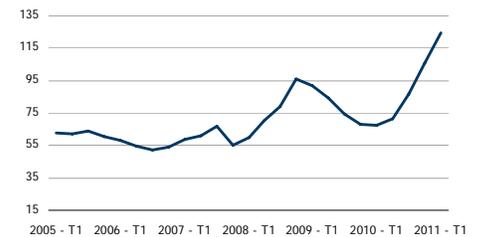
En millions de dollars, chiffres désaisonnalisés



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

### Investissement en structures non résidentielles à Terre-Neuve-et-Labrador

En millions de dollars, chiffres désaisonnalisés



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

### Terre-Neuve-et-Labrador - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011	2012
PIB réel	-10,2	5,8	4,0	1,5
Emploi	-3,0	3,4	4,4	2,0
Taux de chômage (%)	15,5	14,4	12,4	11,7
Ventes au détail	1,6	4,6	5,5	3,6
Mises en chantier (unités)	3 057	3 606	3 200	3 200
Indice des prix à la consommation	0,3	2,4	2,9	2,2

Kirsten Cornelson  
Économiste

## Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				Emploi				Taux de chômage %				Mises en chantier Milliers				Ventes au détail				IPC			
	09	10	11	12	09	10	11	12	09	10	11	12	09	10	11	12	09	10	11	12	09	10	11	12
T.-N. & L.	-10,2	5,8	4,0	1,5	-3,0	3,4	4,4	2,0	15,5	14,4	12,4	11,7	3,1	3,6	3,2	3,2	1,6	4,6	5,5	3,6	0,3	2,4	2,9	2,2
Î.-P.-É.	-0,1	2,1	2,4	2,2	-1,4	3,0	1,2	1,6	12,0	11,1	11,1	10,5	0,9	0,8	0,8	0,7	-1,3	5,2	4,2	3,9	-0,1	1,8	2,1	2,2
N.-É.	-0,1	1,9	1,7	2,0	-0,1	0,2	0,8	1,5	9,2	9,3	9,1	8,9	3,4	4,3	4,1	3,6	0,1	4,6	3,1	3,7	-0,1	2,2	3,3	2,2
N.-B.	-0,3	2,8	1,9	2,3	0,1	-1,0	0,2	1,5	8,8	9,3	9,5	9,0	3,5	4,1	2,7	3,2	0,7	4,9	4,3	3,6	0,3	2,1	2,8	2,2
QUÉ.	-0,3	2,8	2,4	2,7	-0,8	1,7	1,8	1,7	8,5	8,0	7,6	7,6	43,4	51,4	47,7	44,3	-1,1	6,3	4,0	4,4	0,6	1,3	2,7	2,1
ONT.	-3,6	3,1	3,3	3,1	-2,5	1,7	2,2	2,1	9,0	8,7	8,0	7,5	50,4	60,4	64,2	57,0	-2,5	5,4	4,2	4,2	0,4	2,4	3,0	2,0
MAN.	0,0	2,2	3,6	3,4	0,0	1,9	1,7	1,9	5,2	5,4	5,1	5,0	4,2	5,9	5,1	5,4	-0,4	5,6	5,1	5,0	0,6	0,8	2,6	2,1
SASK.	-3,9	4,5	3,8	4,7	1,3	0,9	1,3	2,7	4,8	5,2	5,0	4,6	3,9	5,9	5,5	5,3	-0,5	3,1	6,0	4,8	1,1	1,3	2,6	2,7
ALB.	-4,5	3,7	4,3	3,8	-1,4	-0,4	2,6	2,6	6,6	6,5	5,9	5,5	20,3	27,1	24,6	32,5	-8,3	6,0	6,0	5,8	-0,1	1,0	1,8	1,8
C.-B.	-1,8	3,8	2,6	3,0	-2,1	1,7	1,3	2,5	7,7	7,6	7,9	7,2	16,1	26,5	24,5	26,0	-4,4	5,3	3,2	4,8	0,0	1,4	2,2	1,8
CANADA	-2,8	3,2	3,2	3,1	-1,6	1,4	1,8	2,1	8,3	8,0	7,6	7,2	149,1	190	182	181	-2,9	5,5	4,4	4,6	0,3	1,8	2,6	2,1

## Tableau comparatif

2009, sauf indication contraire

	T.-N. & L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (milliers) (2010)	510	142	943	752	7 907	13 211	1 235	1 046	3 721	4 531
Produit intérieur brut (milliards \$)	25,0	4,8	34,3	27,5	303,7	578,2	51,0	56,6	247,2	191,0
PIB réel (en milliards de \$ 2002)	18,1	4,2	28,9	23,3	267,5	509,4	42,1	39,8	178,2	161,9
Part du PIB réel canadien (%)	1,4	0,3	2,3	1,8	20,8	39,7	3,3	3,1	13,9	12,6
Croissance PIB réel (TAC, 2004-09, %)	1,0	1,4	0,9	0,8	1,3	0,5	2,1	1,1	1,7	2,0
PIB réel par habitant (\$ 2002)	35 657	29 512	30 806	31 113	34 168	38 992	34 502	38 683	48 553	36 287
Croissance PIB réel par habitant (TAC, 2004-09, %)	1,4	0,9	0,9	0,8	0,5	-0,6	1,4	0,4	-0,8	0,6
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	25 957	24 054	26 183	26 105	26 031	28 565	26 915	29 426	36 818	28 038
Croissance de l'emploi (TAC, 2005-10, %)	0,6	0,8	0,5	0,5	1,1	0,7	1,3	1,6	2,0	1,5
Taux d'emploi (avr., 2011 %)	54,0	60,2	57,5	57,0	60,3	61,9	65,6	65,7	68,8	60,3
Indice d'inconfort (inflation + chômage, avr. 2011)	14,9	14,7	13,4	13,6	11,0	11,5	8,2	7,6	8,9	10,6
Production manufacturière (% du PIB réel)	4,7	9,4	9,1	11,6	16,3	15,2	11,2	6,9	8,0	8,4
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB réel)	62,0	72,6	74,4	70,4	65,0	63,0	65,9	62,1	55,1	70,9
Exportations (% du PIB réel)	36,8	28,9	22,9	41,2	30,2	36,0	30,9	33,5	33,7	23,9

Source: Statistique Canada, RBC Recherche économique

## Tableaux

## Colombie-Britannique

		<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	153 489	159 729	164 496	164 869	161 851	168 001	172 369	177 540
	évolution (%)	4,7	4,1	3,0	0,2	-1,8	3,8	2,6	3,0
Nombre d'emplois	en milliers	2 092	2 147	2 223	2 266	2 218	2 257	2 285	2 342
	évolution (%)	2,9	2,6	3,5	2,0	-2,1	1,7	1,3	2,5
Taux de chômage	(%)	5,8	4,8	4,3	4,6	7,7	7,6	7,9	7,2
Ventes au détail	en millions de dollars	49 379	53 133	56 930	57 783	55 222	58 145	60 010	62 886
	évolution (%)	4,6	7,6	7,1	1,5	-4,4	5,3	3,2	4,8
Mises en chantier	unités	34 667	36 443	39 195	34 321	16 077	26 479	24 500	26 000
	évolution (%)	5,3	5,1	7,6	-12,4	-53,2	64,7	-7,5	6,1
Indice des prix à la consommation	2002=100	106,3	108,1	110,0	112,3	112,3	113,8	116,4	118,5
	évolution (%)	2,0	1,7	1,7	2,1	0,0	1,4	2,2	1,8

## Alberta

		<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	170 872	180 852	184 008	186 528	178 225	184 891	192 841	200 169
	évolution (%)	4,5	5,8	1,7	1,4	-4,5	3,7	4,3	3,8
Nombre d'emplois	en milliers	1 826	1 916	1 991	2 054	2 025	2 017	2 069	2 123
	évolution (%)	2,7	5,0	3,9	3,1	-1,4	-0,4	2,6	2,6
Taux de chômage	(%)	4,0	3,4	3,5	3,6	6,6	6,5	5,9	5,5
Ventes au détail	en millions de dollars	48 486	55 972	61 487	61 614	56 478	59 856	63 474	67 179
	évolution (%)	11,9	15,4	9,9	0,2	-8,3	6,0	6,0	5,8
Mises en chantier	unités	40 847	48 962	48 336	29 164	20 298	27 088	24 600	32 500
	évolution (%)	12,6	19,9	-1,3	-39,7	-30,4	33,5	-9,2	32,1
Indice des prix à la consommation	2002=100	108,1	112,3	117,9	121,6	121,5	122,7	124,8	127,1
	évolution (%)	2,1	3,9	4,9	3,2	-0,1	1,0	1,8	1,8

## Saskatchewan

		<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	38 904	38 266	39 626	41 434	39 810	41 601	43 182	45 212
	évolution (%)	3,1	-1,6	3,6	4,6	-3,9	4,5	3,8	4,7
Nombre d'emplois	en milliers	484	492	504	513	519	524	531	545
	évolution (%)	0,3	1,8	2,4	1,7	1,3	0,9	1,3	2,7
Taux de chômage	(%)	5,1	4,7	4,2	4,1	4,8	5,2	5,0	4,6
Ventes au détail	en millions de dollars	10 795	11 554	13 129	14 673	14 598	15 050	15 958	16 729
	évolution (%)	5,4	7,0	13,6	11,8	-0,5	3,1	6,0	4,8
Mises en chantier	unités	3 437	3 715	6 007	6 828	3 866	5 907	5 500	5 300
	évolution (%)	-9,1	8,1	61,7	13,7	-43,4	52,8	-6,9	-3,6
Indice des prix à la consommation	2002=100	106,9	109,1	112,2	115,9	117,1	118,7	121,8	125,1
	évolution (%)	2,2	2,0	2,9	3,2	1,1	1,3	2,6	2,7

## Tableaux

## Manitoba

		<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	38 860	40 181	41 263	42 057	42 077	43 003	44 551	46 066
	évolution (%)	2,6	3,4	2,7	1,9	0,0	2,2	3,6	3,4
Nombre d'emplois	en milliers	582	589	599	608	608	620	630	642
	évolution (%)	0,5	1,2	1,7	1,7	0,0	1,9	1,7	1,9
Taux de chômage	(%)	4,7	4,3	4,4	4,2	5,2	5,4	5,1	5,0
Ventes au détail	en millions de dollars	12 372	12 874	14 016	14 980	14 915	15 752	16 562	17 396
	évolution (%)	5,9	4,1	8,9	6,9	-0,4	5,6	5,1	5,0
Mises en chantier	unités	4 731	5 028	5 738	5 537	4 174	5 888	5 100	5 400
	évolution (%)	6,6	6,3	14,1	-3,5	-24,6	41,1	-13,4	5,9
Indice des prix à la consommation	2002=100	106,6	108,7	110,9	113,4	114,1	115,0	118,0	120,5
	évolution (%)	2,7	1,9	2,1	2,2	0,6	0,8	2,6	2,1

## Ontario

		<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	510 509	522 998	533 233	528 635	509 421	525 213	542 545	559 364
	évolution (%)	2,8	2,4	2,0	-0,9	-3,6	3,1	3,3	3,1
Nombre d'emplois	en milliers	6 371	6 449	6 564	6 666	6 502	6 610	6 757	6 899
	évolution (%)	1,0	1,2	1,8	1,6	-2,5	1,7	2,2	2,1
Taux de chômage	(%)	6,6	6,3	6,4	6,5	9,0	8,7	8,0	7,5
Ventes au détail	en millions de dollars	135 128	140 591	145 965	151 672	147 920	155 889	162 493	169 357
	évolution (%)	4,8	4,0	3,8	3,9	-2,5	5,4	4,2	4,2
Mises en chantier	unités	78 795	73 417	68 123	75 076	50 370	60 433	64 200	57 000
	évolution (%)	-7,4	-6,8	-7,2	10,2	-32,9	20,0	6,2	-11,2
Indice des prix à la consommation	2002=100	106,9	108,8	110,8	113,3	113,7	116,5	119,9	122,4
	évolution (%)	2,2	1,8	1,8	2,3	0,4	2,4	3,0	2,0

## Québec

		<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	255 559	260 033	265 585	268 406	267 477	275 073	281 675	289 280
	évolution (%)	1,8	1,8	2,1	1,1	-0,3	2,8	2,4	2,7
Nombre d'emplois	en milliers	3 701	3 743	3 834	3 880	3 848	3 915	3 984	4 054
	évolution (%)	0,8	1,1	2,4	1,2	-0,8	1,7	1,8	1,7
Taux de chômage	(%)	8,3	8,1	7,2	7,2	8,5	8,0	7,6	7,6
Ventes au détail	en millions de dollars	82 456	86 505	90 406	94 806	93 740	99 631	103 621	108 165
	évolution (%)	5,1	4,9	4,5	4,9	-1,1	6,3	4,0	4,4
Mises en chantier	unités	50 910	47 877	48 553	47 901	43 403	51 363	47 700	44 300
	évolution (%)	-12,9	-6,0	1,4	-1,3	-9,4	18,3	-7,1	-7,1
Indice des prix à la consommation	2002=100	106,9	108,7	110,4	112,7	113,4	114,8	117,9	120,4
	évolution (%)	2,3	1,7	1,6	2,1	0,6	1,3	2,7	2,1

## Tableaux

## Nouveau-Brunswick

		<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	22 638	23 174	23 439	23 392	23 314	23 967	24 422	24 984
	évolution (%)	1,2	2,4	1,1	-0,2	-0,3	2,8	1,9	2,3
Nombre d'emplois	en milliers	347	350	357	359	360	356	357	362
	évolution (%)	-0,5	1,0	1,9	0,6	0,1	-1,0	0,2	1,5
Taux de chômage	(%)	9,6	8,7	7,5	8,5	8,8	9,3	9,5	9,0
Ventes au détail	en millions de dollars	8 344	8 858	9 407	10 018	10 093	10 592	11 052	11 449
	évolution (%)	4,7	6,2	6,2	6,5	0,7	4,9	4,3	3,6
Mises en chantier	unités	3 959	4 085	4 242	4 274	3 521	4 101	2 700	3 200
	évolution (%)	0,3	3,2	3,8	0,8	-17,6	16,5	-34,2	18,5
Indice des prix à la consommation	2002=100	107,4	109,2	111,3	113,2	113,5	115,9	119,1	121,8
	évolution (%)	2,4	1,7	1,9	1,7	0,3	2,1	2,8	2,2

## Nouvelle-Écosse

		<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	28 016	28 174	28 611	28 969	28 931	29 481	29 982	30 581
	évolution (%)	1,1	0,6	1,6	1,3	-0,1	1,9	1,7	2,0
Nombre d'emplois	en milliers	442	441	448	452	451	452	456	463
	évolution (%)	0,1	-0,1	1,6	0,9	-0,1	0,2	0,8	1,5
Taux de chômage	(%)	8,4	7,9	7,9	7,7	9,2	9,3	9,1	8,9
Ventes au détail	en millions de dollars	10 527	11 141	11 616	12 089	12 102	12 656	13 050	13 539
	évolution (%)	2,2	5,8	4,3	4,1	0,1	4,6	3,1	3,7
Mises en chantier	unités	4 775	4 896	4 750	3 982	3 438	4 309	4 100	3 600
	évolution (%)	1,2	2,5	-3,0	-16,2	-13,7	25,3	-4,9	-12,2
Indice des prix à la consommation	2002=100	108,2	110,4	112,5	115,9	115,7	118,2	122,1	124,9
	évolution (%)	2,8	2,1	1,9	3,0	-0,1	2,2	3,3	2,2

## Île-du-Prince-Édouard

		<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	3 921	4 077	4 149	4 167	4 164	4 251	4 353	4 449
	évolution (%)	1,1	4,0	1,8	0,4	-0,1	2,1	2,4	2,2
Nombre d'emplois	en milliers	68	68	69	70	69	71	71	73
	évolution (%)	2,0	0,6	0,7	1,2	-1,4	3,0	1,2	1,6
Taux de chômage	(%)	10,9	11,0	10,3	10,7	12,0	11,1	11,1	10,5
Ventes au détail	en millions de dollars	1 424	1 509	1 621	1 703	1 681	1 769	1 845	1 917
	évolution (%)	2,7	6,0	7,4	5,1	-1,3	5,2	4,2	3,9
Mises en chantier	unités	862	738	750	712	877	756	800	700
	évolution (%)	-6,2	-14,4	1,6	-5,1	23,2	-13,8	5,8	-12,5
Indice des prix à la consommation	2002=100	109,1	111,6	113,6	117,5	117,3	119,5	122,1	124,8
	évolution (%)	3,2	2,2	1,8	3,4	-0,1	1,8	2,1	2,2

## Terre-Neuve-et-Labrador

		<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	17 593	18 129	19 791	20 186	18 119	19 170	19 937	20 236
	évolution (%)	2,2	3,0	9,2	2,0	-10,2	5,8	4,0	1,5
Nombre d'emplois	en milliers	213	215	216	219	212	219	229	234
	évolution (%)	-0,3	0,8	0,8	1,1	-3,0	3,4	4,4	2,0
Taux de chômage	(%)	15,1	14,7	13,5	13,2	15,5	14,4	12,4	11,7
Ventes au détail	en millions de dollars	5 824	6 012	6 528	7 009	7 120	7 449	7 857	8 138
	évolution (%)	1,1	3,2	8,6	7,4	1,6	4,6	5,5	3,6
Mises en chantier	unités	2 498	2 234	2 649	3 261	3 057	3 606	3 200	3 200
	évolution (%)	-13,0	-10,6	18,6	23,1	-6,3	18,0	-11,3	0,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	107,6	109,5	111,1	114,3	114,6	117,4	120,8	123,5
	évolution (%)	2,6	1,8	1,4	2,9	0,3	2,4	2,9	2,2

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

® Marque déposée de la Banque Royale du Canada  
© Banque Royale du Canada.